



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

Education Nationale : Masterisation à la sauce Darcos-Chatel = étudier plus longtemps, travailler plus, et... gagner moins !

En juin 2009, le FSC avait exprimé son indignation en apprenant que le SNES (principal syndicat de la FSU pour le Second degré) ne s'était pas opposé au projet ministériel dit de « masterisation », qui impose désormais à tout étudiant d'avoir un Master pour être titularisé comme professeur dans le Premier ou le Second degré.

L'argument principal de la direction du SNES était alors qu'une perspective de revalorisation des métiers de l'éducation était désormais ouverte.

Un mois après la rentrée scolaire, les mesures gouvernementales en cours d'application ou programmées constituent un véritable camouflet pour les semeurs de fausses illusions : non seulement ces mesures n'apportent aucune avancée pour les salaires, les conditions de travail et de formation des enseignants, mais elles vont toutes dans le sens d'une véritable dévalorisation de ces métiers et d'une régression sans précédent du service public d'enseignement.

Qu'on en juge !

Pour être professeur titulaire, en collège ou lycée par exemple, il faudra désormais :

- étudier un an de plus (en Master 1)
- préparer un concours d'enseignement tout en passant son Master 2, le niveau « Master 2 » exigé pour enseigner menaçant de remplacer purement et simplement les postes mis au concours ; ceci, ajouté à la loi dite « de mobilité dans la Fonction publique », votée le 3 août 2009 ¹, permettra de liquider le statut de fonctionnaire dans l'enseignement
- pendant cette année de préparation, assurer 108 heures d'enseignement seul devant une classe, en étant payé 28 euros de l'heure devant élèves (le montant net d'une vacation) - ce qui revient à moins de 15 euros par heure, avec le temps de préparation et de corrections -
- après le concours, être stagiaire avec un service d'enseignement équivalent aux deux tiers d'un temps complet (soit le double du temps de service des stagiaires de 2007 !)
- être payé, à Bac + 5, 80 euros de moins que ce que gagne aujourd'hui un jeune professeur à Bac + 5 (un « néo-titulaire ») ; les autres travailleurs de l'Education ne touchant, quant à eux, pas un centime de plus...

Ces nouvelles dispositions poursuivent la destruction en cours de l'Education nationale, conforme à la ligne des stratégies européennes de Bologne et Lisbonne ; elles permettent au gouvernement de supprimer 11000 postes d'enseignants titulaires sur le dos des stagiaires en 2010, d'utiliser des étudiants comme précaires « bouche-trous » des postes non pourvus, et de faire de sensibles économies sur la paie des futurs recrutés.

Tout bénéfique, donc, pour ceux qui organisent l'asphyxie totale des services publics afin de les livrer en pâture aux intérêts privés ; et magistral pied de nez aux tenants d'un syndicalisme de « discussions » et de « dialogue social », qui refuse une orientation stratégique claire, un enracinement dans la lutte des classes, et qui, au nom d'un prétendu « refus du tout ou rien » inventé pour les besoins de la cause, s'enferme dans la logique stratégique du pouvoir et du patronat (même si c'est à son corps défendant). C'est à l'opposé de ce qu'attendent les salariés de l'Education, dont les revendications et les aspirations nécessitent la construction d'un rapport de forces qui permette de résister, de faire reculer le pouvoir, et d'obtenir satisfaction.

Face à ces attaques, les militants du FSC se battent, au sein de la FSU et auprès de leurs collègues, pour que les mobilisations soient à la hauteur de la riposte nécessaire, dans l'Education, de la Maternelle à l'Université, mais aussi en faisant le lien avec l'ensemble du monde du travail également victime des logiques destructrices du système capitaliste.

¹ Un fonctionnaire dont le poste est supprimé (et les postes sont supprimés par dizaines de milliers) pourra être mis en disponibilité d'office ou admis à la retraite s'il a refusé trois offres d'emploi public "correspondant à son grade et à son projet personnalisé d'évolution professionnelle, et tenant compte de sa situation de famille".